

Opérations *win-win* ou néocolonialisme ?

Pepo Hofstetter **La course des firmes et des Etats pour acquérir d'énormes surfaces agricoles dans les pays pauvres (*land grabbing*) bat son plein. Les organisations paysannes et non gouvernementales craignent une marginalisation croissante des populations rurales. La Banque mondiale et d'autres agences de développement misent sur des opérations *win-win* et des directives volontaires pour les investisseurs.**



Photo: Daniel Ribeiro

Des agrocarburants plutôt que des cultures vivrières. La société anglo-canadienne Energem Resources possède déjà 60'000 hectares de terres au Mozambique pour des plantations de jatropha. Elle négocie un doublement de cette surface.

Au début, c'étaient surtout les riches Etats pétroliers arabes et des pays émergents comme la Chine et la Corée du Sud qui menaient la barque. Afin d'assurer leur approvisionnement en produits alimentaires et en matières premières végétales, ils ont commencé à acheter ou louer à long terme des dizaines de milliers d'hectares en Afrique et en Asie, mais aussi dans les pays de l'ex-Union soviétique et en Amérique latine.

Depuis l'explosion de la crise financière, de plus en plus de fonds de placement ont vu dans les terres agricoles un objet d'investissement et de spéculation prometteur. Grain, une organisation non gouvernementale spécialisée dans le sujet, a publié en octobre dernier une liste de 140 *hedge funds*, fonds de capital-risque et autres agences de financement, qui misent sur l'accroissement des prix et des rendements en raison de la raréfaction prévisible des produits alimentaires, de l'eau et des ressources énergétiques. En font partie des structures suisses comme UBS Agrinvest et le fonds PF(LUX)-Agriculture lancé en 2009 par la banque privée genevoise *Pictet* (voir encadré p. 8).

Du sorgho soudanais pour les chameaux du Golfe

Les gouvernements (souvent autoritaires) des pays-cibles accueillent ces investisseurs à bras ouverts, bien que la situation alimentaire de leur propre pays soit souvent précaire. Ils en espèrent une modernisation de l'agriculture, un développement des infrastructures rurales, des devises et des emplois. Ils ne se soucient guère du fait que ces terrains, estimés « incultes » et transférés aux investisseurs étrangers pour 50 ou 99 ans, sont souvent utilisés par des petits paysans et des bergers. Les titres fonciers formels sont rares dans les pays africains, la terre appartenant généralement à l'Etat. Trois exemples :

- La plus grosse action d'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU se déroule au Soudan (635 millions de dollars en 2008). Parallèlement, le gouvernement soudanais a loué pour 99 ans 1,5 million d'hectares d'excellentes terres à plusieurs pays et firmes. Y sont dorénavant cultivés du blé pour l'Arabie Saoudite, des tomates pour l'armée jordanienne et du sorgho (un aliment de base au Soudan) pour les chameaux des Emirats arabes unis.

• L'Éthiopie est le second bénéficiaire de l'assistance du PAM (287 millions de dollars en 2008). Néanmoins, le gouvernement éthiopien entend louer d'ici 2013 près de 3 millions d'hectares à des États et des entreprises étrangères. Pour les attirer, il offre des prix bas pour les terrains et l'eau, l'exonération fiscale et la possibilité d'exporter les produits et les gains de façon illimitée. « Pour un pays comme l'Éthiopie, où plus de 45% de la population souffre de malnutrition en raison principalement du manque de terres fertiles, une telle politique conduit le développement rural dans une direction totalement erronée », estiment *Misereor* et la *Fondation Heinrich Böll* dans une étude¹.

• Au Mali, un tiers des enfants de moins de 5 ans sont mal nourris. En raison de l'avancée du désert, de la croissance démographique et de la concurrence des investisseurs étrangers, de plus en plus de familles paysannes souffrent d'un manque de terres fertiles. En 2008, un fonds d'investissement étatique libyen (projet *Malibya*) s'est assuré 10'000 hectares de terres irrigables dans la région de l'Office du Niger (delta intérieur). Il y sera cultivé du riz hybride, puis plus tard de la viande et des tomates à destination de la Libye. 150 familles paysannes ont dû être déplacées, dont seules 58 ont été dédommagées, selon l'ONG hollandaise *Oxfam Novib*. Dans les villages avoisinants, nombre de femmes ont perdu leur potager, alors que les voies de transit pour le bétail ont été coupées. Les Libyens ont mandaté une firme chinoise pour la construction d'un immense canal d'irrigation. Ni les autorités régionales, ni la population n'ont été consultés. L'affaire a été conclue par les deux chefs d'État².

La Banque mondiale favorable à des opérations *win-win*

Il y a deux ans est paru un important rapport du Conseil mondial de l'agriculture, soutenu par de nombreuses organisations des Nations Unies. Pour lutter efficacement contre la pauvreté et assurer l'approvisionnement à long terme, il convient – conclut-il – d'opérer un changement de paradigme dans la politique agricole internationale : abandonner les gros projets industriels et renforcer les petites exploitations paysannes, tout aussi rentables, mais bien plus sociales et écologiques.

L'accapement en masse de terres par les États et les firmes va cependant dans la direction inverse. Les investisseurs visent de grosses surfaces, qui peuvent être cultivées industriellement. Malgré cela, les organisations multilatérales comme la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les pays donateurs parlent d'éventuelles situations *win-win*. Ils estiment que, s'ils sont faits d'une manière correcte, ces investissements devraient permettre d'accroître la productivité, développer les infrastructures rurales, créer des emplois et couvrir le besoin croissant en produits alimentaires. Ainsi, logiquement, la filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion des investissements privés (IFC/International Finance Corporation) a fortement accru ses activités dans l'agrobusiness et pousse les gouvernements à des formes favorables aux investisseurs³.

La Banque mondiale collabore actuellement avec la FAO, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Japon à l'élaboration de directives pour les « investisseurs responsables ». Ces standards devraient régler des questions comme la transparence, le respect des droits fonciers, la participation de la population locale et le partage équitable des profits. A la demande du Japon, plus gros importateur net

de produits alimentaires au monde, le Sommet du G8 à l'Aquila en 2009 a exprimé son soutien à cette démarche. Les directives devraient être volontaires, *dixit* le Ministre japonais des affaires étrangères, afin de ne pas effrayer les investisseurs.

Renforcer les organisations de base

Les organisations paysannes et les ONG de développement considèrent une telle démarche avec scepticisme, sinon rejet. Uwe Hoering, grand connaisseur de la politique agricole de la Banque mondiale, est convaincu que « ces directives volontaires n'éviteront pas que les innombrables petites exploitations agricoles devront céder la place aux investisseurs ». On a besoin d'investissements non pas dans « des méga-fermes aux mains de quelques méga-proprétaires », mais « dans la souveraineté alimentaire, les innombrables marchés locaux et les 4 milliards d'êtres humains qui produisent l'essentiel de la nourriture ».

Lors du Sommet mondial de l'alimentation de la FAO en novembre 2009 à Rome, les organisations paysannes (dont *Via Campesina*) et les ONG ont exigé, dans une déclaration com-

Au Mali, un fonds étatique libyen s'est assuré 10'000 hectares de terres fertiles. Il a mandaté une firme chinoise pour la construction d'un immense canal d'irrigation.

mune, un retrait des grands investissements ainsi que le renforcement des petites structures paysannes et des droits des populations rurales. Elles s'appuient sur le processus lancé par la FAO en 2006, dont l'approche est plus large. L'objectif est d'élaborer des directives sur la propriété et la location de terres et de ressources naturelles, en les centrant sur les droits des paysans petits et sans terre ainsi que sur la sécurité alimentaire des pays concernés. La Suisse soutient cette démarche (voir position de la DDC, p. 8).

Cela dit, ainsi que le souligne Miges Baumann, responsable de politique de développement à *Pain pour le prochain*, il est tout aussi important d'aider sur place les organisations de base qui luttent contre l'accapement de terres. Diverses organisations d'entraide montrent le bon exemple. Ainsi, *Pain pour le prochain* et *Helvetas* soutiennent le syndicat *Synergie paysanne* qui se bat au Bénin en faveur des petits paysans et contre les immenses cultures d'agrocultures. *Action de Carême* appuie également des organisations de base aux Philippines qui résistent au *land grabbing*.

1. Lucie Weissleder, *Foreign Direct Investment in the Agricultural Sector in Ethiopia*, Bonn, octobre 2009.

2. Verie Aarts LL., *Unravelling the Land Grab*, *Oxfam Novib*, Amsterdam, octobre 2009.

3. Au Pakistan par exemple, voir *The Great Land Grab*, *The Oakland Institute*, Oakland, octobre 2009. www.oaklandinstitute.org